150
C.I.R.A.
12306

ERNESTAN

La Contre-révolution Etatiste

EDITIONS
PENSEE ET ACTION
BRUXELLES - PARIS

Prix : 15 fr. français

DU MEME AUTEUR :

Le Socialisme contre l'Autorité (épuisé)
Editions Réalistes.

Renaissance du Socialisme (épuisé)
(en collaboration avec R. Piron et W. Van Overstraeten).

La Fin de la Guerre ..... 5 fr. belge
Pensée et Action.

Socialisme et Humanisme ..... 20 fr. belge
Editions Esseo (Pensée et Action).

ERNESTAN

La Contre-révolution Etatiste

EDITIONS
PENSEE ET ACTION
BRUXELLES - PARIS

La Contre-révolution Etatiste

Pour entrer en matière

Lorsque, devant le rythme de la vie moderne, l'homme de la rue s'en va répétant que nous sommes au siècle de la vitesse, il ne croit pas énoncer une vérité aussi profonde et d'une telle gravité.

Le tragique de l'affaire n'est pas qu'en un peu plus de cent ans on soit passé des diligences et des chandelles à l'électricité et à l'avion mais bien, qu'à cause de cela, la marche des événements fut, elle aussi, d'une bouleversante rapidité.

De cette considération découlent des conclusions si évidentes qu'on hésiterait à les formuler si l'on ne connaissait, d'autre part, l'invraisemblable désarroi dans lequel ces bouleversements historiques nous ont plongé; à savoir:

1° que tout changement de quelqu'importance dans la vie collective transforme par le fait même les données du problème social;

2° que toute action sociale, pour être efficace, doit tenir compte des données réelles et actuelles.

Ce qui veut dire que l'action sur le plan social doit se mener suivant les méthodes dont on use dans tous les domaines de l'activité concrète. Le savant devant ses éprouvettes, le médecin devant son malade ou le menuisier devant son établi ne font autre chose qu'observer, conclure et agir en conséquence.

Le malheur, bien entendu, c'est que l'observation d'une réaction chimique, d'un cas clinique ou d'une pièce de bois, sont infiniment plus simples que l'observation d'un phénomène social. Il s'agit ici d'hommes jugeant d'autres hommes et c'est dire que la sereine objectivité ne sera jamais qu'une intention. Mais si cela peut nous inciter à l'indulgence envers tous ceux qui se sont ainsi trompés, cela ne change rien aux dures nécessités. Car tant pis pour ceux que la marche des événements dépasse. Peut-être, qu'à des degrés divers nous sommes tous de ceux-là; mais la première chose à faire serait de s'en rendre compte.

✦

Il y avait pourtant un idéal, une doctrine, un mouvement, dont on pouvait espérer qu'ils échapperaient à ce pitoyable destin: le socialisme.

Doctrine révolutionnaire née du capitalisme, quasi en même temps que lui avec, comme raison d'être, de le détruire et de le remplacer; le socialisme a-t-il su s'adapter au rythme du capitalisme et le devancer? A-t-il su dominer la marche des événements et ne pas rester à sa remorque? Là est toute l'explication de l'état présent du socialisme et, plus encore, de son avenir.

Répondons franchement, qu'à cet égard, le socialisme connut une rapide déchéance et que loin de rester essentiellement **évolutioniste,** il devint rapidement et lourdement **traditionnaliste.** A une époque de transformations sociales constantes et dans un régime perpétuellement instable le socialisme ne tarda pas à se cristalliser en conception dogmatique, en méthodes classiques, en mots d'ordre clichés, et loin d'être éclairé par ses échecs il resta dans ses ornières et répéta ses slogans.

Comment et pourquoi le socialisme se laissa-t-il ainsi dépasser par les faits? Quelles sont les données actuelles du problème social? Vers quoi nous pousse la logique des événements et comment y faire face? Voilà les questions qui nous occupent.

Naissance du socialisme

Si la recherche des origines idéologiques du socialisme nous entrainerait vraiment trop loin, ses débuts, en tant que mouvement historique, se situent à l'époque où le capitalisme libéral fut solidement implanté. Moment qui, dans nos démocraties occidentales, se situe au milieu du 19me siècle, lorsque la bourgeoisie est fermement établie dans sa situation de classe dirigeante, a acquis de l'assurance et de l'expérience et, si l'on peut dire, codifié son idéal. Celui-ci est, du reste, d'une simplicité et d'une clarté telles que jamais classe dirigeante ne fut mue par des impératifs moraux et sociaux si peu complexes. « Gagner de l'Argent. » Unique souci d'une classe qui poussa l'égoïsme jusqu'à l'absurde.

Inutile de retracer longuement la marche du capitalisme libéral dans sa période première, que nous pourrions appeler: classique. Développement du machinisme, concentration rapide des capitaux, élimination parallèle de l'artisanat et enfin, conséquence directe, constitution de cette classe nouvelle, le prolétariat industriel. Les nouveaux rapports de forces s'établissent, la lutte de classe moderne est un fait, disons même **le** fait social net et brutal.

A proprement parler, le capitalisme est déchaîné. Tandis que sa technique progresse à pas de géants, qu'il édifie des fortunes prodigieuses, ses méthodes d'exploitation des salariés sont d'une férocité qui dépasse souvent celles de l'esclavage antique. Car si l'esclave bénéficiait de la considération que le paysan a pour son cheval, c'est-à-dire pour sa propriété, le capitaliste fait descendre des femmes et des enfants de dix ans dans la mine et, lorsqu'ils sont épuisés, se contente d'en embaucher d'autres.

C'est dans de telles conditions que le mouvement socialiste naquit, c'est à la suite de l'observation et de l'analyse de cette situation que ses doctrinaires tirèrent leurs conclusions et tracèrent leurs plans. Plans d'action naturellement aussi clairs et aussi catégoriques que la situation qui les inspira. La lutte de classe était une réalité qu'il était vain de déplorer mais dont il fallait, au contraire, montrer l'inéluctable intensification. Dès lors, pas de paix sociale possible, pas même d'adoucissement à espérer. Il ne restait au prolétariat qu'à lutter jusqu'au triomphe final, jusqu'à la suppression des classes, jusqu'au socialisme.

Telle est, énoncé dans sa grande et belle simplicité, la vérité socialiste. Celle que l'on trouve dans Proudhon comme dans Marx, celle que proclamait déjà Graccus Babeuf alors que le capitalisme n'existait encore que potentiellement, celle enfin qui réunit les forces socialistes éparses dans la première internationale de 1866.

Il ne suffisait pas cependant pour mener à bien un si vaste et grandiose dessein, d'énoncer quelques propositions aussi simples. En donnant au socialisme une si vaste ambition, il fallait en faire un **tout cohérent** qui répondit à toutes les questions que pose le problème social et même tout le problème humain. Et c'est là que le socialisme commit l'erreur initiale, fondamentale et exceptionnellement grave de systématiser des données sociales essentiellement évolutives.

A vrai dire, cette erreur a bien des excuses. Il ne nous convient pas, à nous hommes de 1947, habitués à n'être que trop bousculés par le rythme infernal de notre temps, de juger trop sévèrement ceux qui se penchèrent sur les événements il y a seulement quatre-vingts ans. Laissons ceux qui se bornent à remuer des abstractions nous dire que rien n'est nouveau sous le soleil et que le monde est un éternel recommencement. En fait, les hommes nés au début du 19e siècle n'avaient aucun précédent qui leur fit soupçonner sérieusement qu'ils étaient à l'aube d'un temps où l'évolution technique et sociale serait sans commune mesure avec tout ce qui l'avait précédé.

D'autre part, le capitalisme semblait bien engagé dans une voie aussi rectiligne qu'implacablement logique. Gagner de l'argent, toujours plus d'argent, et pour le reste « laissez faire, laissez passer ». Avec ces formules tenant lieu de sens social, le capitalisme libéral devait rapidement aller loin, c'est-à-dire, à la culbute finale. Et de fait, il y allait bon train. Concentration capitaliste devenant parfois monstrueuse, paupérisme lamentable parmi une masse ouvrière grossissant de jour en jour, batailles sociales prenant un caractère plus aigu. Autre cause infaillible de désastre, le capitalisme basé sur la recherche du profit immédiat et sur la concurrence, devait arriver rapidement à la saturation d'un marché limité précisément par l'incapacité d'achat des prolétaires. En bref, cette évolution catastrophique ne pouvait manquer d'ame-

ner la conscience du dit prolétariat au degré de maturité nécessaire.

On aura sans doute déjà reconnu dans tout ceci, la phraséologie marxiste, et certes, c'est à Marx que revient le mérite d'avoir le premier, mis en lumière des faits essentiels. Et, jusque là, on ne peut séparer Marx de tous ses camarades socialistes. Mais s'il est vrai que le socialisme est devenu traditionnaliste et relativement impuissant, c'est particulièrement au marxisme qu'il le doit.

✦

Peu de doctrines ont été aussi largement analysées et commentées que le marxisme et longtemps encore il y aura des thuriféraires pour creuser vers ses sources et en faire valoir tous les aspects. Aussi bien notre propos d'aujourd'hui n'est-il pas une critique générale du marxisme mais de n'en parler que dans la mesure où cela est nécessaire. Or, si le marxisme peut être admis comme une conception universelle et, partant, être d'une extrême complexité, il peut néanmoins se ramener entièrement à une notion parfaitement simple: la lutte de classe. Au point que l'on peut dire du marxisme qu'il a la lutte de classe pour base, comme objet et comme conclusion et que l'originalité de Marx consista à considérer la lutte de classe comme la grande et unique vérité historique. Toute son œuvre se ramène à étayer cette affirmation par un système métaphysique et dialectique, à suivre pas à pas cette lutte de classe dans le régime capitaliste et enfin, à préparer le prolétariat pour son inéluctable victoire.

On sait quel succès et quel prestige l'œuvre de Marx connut dans l'ensemble du mouvement socialiste. Tous n'en firent pas une sorte de religion laïque mais presque tous en furent imprégné. Mais que l'on reconnaisse ou non la valeur du marxisme, il reste incontestablement et exclusivement basé sur une histoire qui s'arrête au milieu du 19e siècle et sur la critique d'un capitalisme largement débordé par les faits. C'est malheureusement sur ces données du problème social que le socialisme continua à vivre et. pour une bonne part, vit encore.

Heur et malheur du capitalisme

S'il est bien vrai que, dans son essence, le capitalisme est immuable, il est non moins vrai qu'il se révéla doué d'une extraordinaire souplesse, très souvent et d'instinct il parvint à parer aux dangers qui le menaçaient. C'est ainsi premièrement que les conditions de vie qu'il commença par imposer au prolétariat, au lieu d'aller en empirant, allèrent, dans l'ensemble, en améliorant. Amélioration toute relative sans doute mais qui dissipait cette vision apocalyptique qui montrait les masses acculées finalement et fatalement à la révolte.

En second lieu, la prolétarisation générale d'un côté et la concentration capitaliste d'un autre, ne s'opérèrent pas non plus comme prévu. Un fort pourcentage d'artisans et de petits commerçants allèrent bien grossir les rangs des ouvriers, mais les classes moyennes n'en furent pas pour cela éliminées et leurs amputations furent compensées, entr'autres, par des techniciens, spécialistes et administrateurs avantagés par le capitalisme. Quant à la concentration elle consista plutôt en une concentration de **direction** et non de **possession.** Celle-ci se trouvant, au contraire, largement diffusée par le système des associations, des participations, par actions, obligations, crédits bancaires et autres procédés. De sorte que le capitalisme ne devint aucunement le privilège exclusif d'une caste tellement infime par le nombre.

Mais c'est dans le domaine politique que le capitalisme fit preuve de sa grande habileté. Il faudrait de gros volumes pour retracer les phases d'une lutte dans laquelle le socialisme fut tenu en échec. (Si l'on veut bien admettre que, pour le socialisme, la survivance du capitalime jusqu'à nos jours, équivaut bien à une défaite.) Tant et si bien que le socialisme, pour une bonne part, cessa d'être révolutionnaire pour devenir collaborationiste.

Une autre planche de salut que le capitalisme trouva juste à point, fut le colonialisme intensif. Il y trouva à la fois des sources de matières premières à des prix dérisoires et de larges débouchés pour ses capitaux et sa production. De telle sorte que le capitalisme rattrappa largement en Afrique, en Asie et en Océanie les avantages relatifs qu'il concédait à ses prolétaires nationaux.

Malheureusement pour lui, si le capitalisme libéral était parvenu tant bien que mal à surmonter ses contradictions sur le plan national, il n'en était pas du tout de même sur le plan international. Là le principe de la concurrence ne cessait de sévir dans toute sa rigueur et méritait bien son nom de « guerre économique ». Tellement qu'en août 14 elle dégénéra naturellement en guerre effective.

Cette guerre dura près de cinq ans et engloutit des sommes dont on n'avait jamais eu idée. Comment le capitalisme libéral allait-il payer? Il ne paya pas, et déposa pratiquement son bilan entre les mains de l'Etat. Celui-ci, anonyme et sans vergogne, fit des dettes et couvrit ses besoins par des billets fabriqués en quantités industrielles. En réalité, ces opérations furent pour le capitalisme libéral un coup auquel il survécu, mais dont il ne se relèvera plus. A côté de lui, nourri par lui, mais se tournant en définitive contre lui, l'Etatisme apparut comme une force montante et dévorante.

Mais avant de voir de plus près ce qu'étaient devenus le rôle et la puissance de l'Etat il convient de suivre son histoire parallèlement aux avatars du capitalisme libéral lui-même.

L'ascension de l'étatisme

Afin de n'être pas accusé de choisir nos références parmi des théoriciens particulièrement anti-étatistes, contentons-nous donc de reprendre à ce sujet la définition marxiste classique: « L'Etat est un produit de l'antogonisme irréconciliable des classes. »

Si cette formule ne dit évidemment pas de l'Etat, tout ce qu'il faudrait en dire, elle est cependant — appliquée au régime politico-économique du capitalisme libéral — parfaitement juste. Elle revient à constater que si ce régime avait besoin de l'Etat, c'est qu'il lui fallait un moyen d'autorité et de coercition pour légaliser et protéger son exploitation de classe, et soyons du reste persuadés que les bourgeois eux-mêmes admettent objectivement cette vérité. En effet, selon la vieille conception libérale, l'Etat est essentiellement et uniquement un gendarme dont le rôle consiste à protéger les « honnêtes gens », entendant surtout par là, les « gens biens » ou, qui ont « du bien ». Car, et c'est un curieux paradoxe, le bourgeois authentique était anti-étatiste; s'il demandait à l'Etat de maintenir l'ordre, il l'aurait vu par contre d'un mauvais œil, se mêler de ce qui ne le concernait pas, au risque de gêner la libre initiative et la libre concurrence. Phobie que la bourgeoisie poussa au point d'être une classe dirigeante qui repoussait ses responsablités sociales et civiques, telles par exemple, les charges et les devoirs militaires. Ne devenaient soldats que les gens trop pauvres pour se racheter et quant aux cadres d'officiers, ils étaient plutôt remplis par l'ancienne aristocratie.

Et pourtant, autre paradoxe, cette tendance anti-étatiste du capitalisme libéral eut précisément pour conséquence de pousser à l'Etatisme, et cela pour la simple raison que du moment où la bourgeoisie répugnait à assurer ses responsabilités sociales, celles-ci devaient bien être prises en charge par l'Etat. Il en fut premièrement ainsi de quantité d'œuvres et d'activités qui, dans les anciens régimes, étaient le fait d'initiatives privées ou de l'Eglise (dont la richesse et le pouvoir étaient énormes): hôpitaux, fondations philantropiques et, par exemple, des entreprises aussi vastes que l'enseignement à tous les degrés.

Une seconde raison du développement de l'étatisme fut que, malgré tout son respect de l'initiative privée, le capitalisme éprouva de plus en plus le besoin de travaux et de services publics: routes, ponts, chemins de fer, poste, télégraphe, organes administratifs, techniques, etc...

Le colonialisme, à son tour, imposa à l'Etat, de lourdes charges. Car si le capitalisme était pressé d'envoyer ses représentants se livrer à l'exploitation intensive des pays neufs, encore fallait-il, pour les conquérir et y maintenir l'ordre, que l'Etat y envoya premièrement ses militaires et ensuite ses fonctionnaires. De sorte que, pour toutes ces raisons et d'autres encore, les bourgeois étaient mal venus de protester contre le gonflement des

budgets de l'Etat et le nombre grandissant de ses fonctionnaires de tous genres.

Enfin, charge plus lourde que toutes les autres réunies, les Etats capitalistes se virent contraint de se préparer à une guerre toujours imminente.

Ce que cette première guerre mondiale coûta aux Etats capitalistes, nous y avons déjà fait allusion. Rappelons seulement que le traité de Versailles imposait à l'Allemagne un total de réparations de cent soixante-douze milliards de francs **or.** Somme spectaculaire évidemment et que, non moins évidemment, l'Allemagne ne put payer. Au reste, nous entrions dans cette période où l'on allait jongler avec des chiffres effarants et où nombre d'Etats se mettraient à fabriquer impudemment de la fausse monnaie. L'économie capitaliste libérale était disloquée; elle se survivait.

Bien entendu ce mécanisme économique qui s'était mis à « tourner fou », faisait ouvertement la joie des doctrinaires socialistes classiques. La catastrophe était proche et ils prédisaient, avec assurance, la révolution socialiste pour le surlendemain. Exactement comme ces « spécialistes » qui, quelques années plus tôt, prétendaient que la guerre ne pourrait durer plus de trois mois, faute de moyens financiers.

En réalité ces prophètes perdaient de vue que la révolution socialiste ne résultera pas de contradictions économiques, aussi absurdes soient-elles, mais de l'effort créateur d'un prolétariat doué de conscience socialiste et animé d'une ferme volonté de réaliser sa libération. « Quelle prescience géniale que le marxisme », répétaient à longueur de colonnes les grands et petits pontifes socialistes scientifiques. « Le capitalisme libéral est à l'agonie! A nous, au prolétariat, au socialisme, de recueillir sa succession. »

Que le capitalisme libéral fut à l'agonie, c'était une image qui en valait une autre; la stricte vérité était qu'il abdiquait de plus en plus entre les mains de l'Etat et que celui-ci se fortifiait au point de devenir une force indépendante, capable de surmonter les oppositions de classes, d'imposer **sa** volonté et **son** régime.

La contre-révolution étatiste

Lorsqu'on voudra résumer objectivement notre époque, on en dira à peu près: « **Le début du vingtième siècle fut marqué par la faillite du capitalisme libéral conjointement à la carence du mouvement prolétarien et à des échecs de la révolution socialiste. De cette double impuissance résultèrent tout naturellement des poussées victorieuses de l'Etatisme totalitaire.** »

Que le fascisme soit né de cette double faillite n'apparait nulle part mieux que dans le pays où il triompha premièrement:

l'Italie. Pays pauvre et surpeuplé sorti de la guerre dans une situation désastreuse — que le vieux capitalisme libéral se révéla incapable de surmonter. — Il connut immédiatement de graves troubles sociaux. Les travailleurs allèrent jusqu'aux occupations générales des usines et l'on fut à deux doigts de la révolution prolétarienne, mais, pour des raisons qu'il importe peu d'analyser ici, ces deux doigts ne furent pas franchis et le prolétariat battit en retraite. C'est alors que le fascisme apparut, marcha bientôt sur Rome et prit le pouvoir. Dire, comme certains doctrinaires socialistes obtus, que l'avènement du fascisme fut une victoire de la bourgeoisie capitalisme, est proférer une bêtise. L'adhésion relative de la bourgeoisie au fascisme fut un réflexe de défense contre la menace d'une révolution « rouge », et fut également basée sur l'ignorance du véritable caractère du fascisme. Au total, ce n'en était pas moins une abdication en tant que classe dirigeante exclusive.

Telle fut l'aventure italienne, telle fut, avec des variantes, l'aventure allemande et d'autres encore. Quant au phénomène russe, quoique très particulier par de nombreux aspects, il ne fut pas essentiellement différent. Ce qui fait, qu'en réalité, rien ne ressemble plus au fascisme que la stalinisme, ne tient évidemment pas au hasard mais bien à ce que les causes de ces deux phénomènes sont, dans le fond, identiques.

Lorsque, en 1917, le tsarisme s'effondra sous le poids de sa corruption et de son incapacité, et que les soldats désertèrent le front pour rejoindre les ouvriers et paysans révoltés de l'intérieur, cette révolte devait apparemment aboutir à une véritable révolution socialiste. Malheureusement, les conditions politiques et psychologiques de cette révolution n'existaient pas; le gouvernement Kerensky ne put que révéler son inconsistance et les autres fractions révolutionnaires ne trouvèrent pas d'appuis suffisants pour s'opposer à la prise du pouvoir par la fraction bolchéviste. Celle-ci, sans hésiter, transforma rapidement son pouvoir en dictature absolue, et le reste ne fut plus que le développement normal d'un système qui devait conduire au capitalisme d'Etat totalitaire. De sorte que le régime russe résulte, lui aussi, de l'effondrement de l'ancien régime et de l'impuissance de la révolution prolétarienne et socialiste proprement dite.

✦

Mais où en sommes-nous présentement, dans nos démocraties européennes? Quelques faits et quelques chiffres nous dispenseront de longues démonstrations.

En Belgique, la circulation fiduciaire est (ou était) d'environ 80 milliards et le budget de l'Etat, d'environ 40 milliards.

S'il est vrai qu'il faut être fort prudent dans l'interprétation

des chiffres, nous croyons pourtant que ceux-ci montrent à suffisance l'importance énorme prise par l'Etat sur le plan économique.

En France, un autre chiffre est tout aussi éloquent: plus de deux millions de fonctionnaires. Ce qui représente environ un quart de la population masculine de 20 à 60 ans.

Croit-on sérieusement que de pareils régimes puissent se maintenir avec une économie basée sur le capitalisme libéral?

On comprend que de semblables situations bouleversent totalement les rapports de classes traditionnels. Nous serions, bien sûr, les derniers à nous attendrir sur le sort de la bourgeoisie; jamais classe n'a autant mérité de disparaître; mais c'est bien ce qui lui arrive.

Qu'est devenu le bourgeois d'antan; celui dont la carte de visite s'ornait du titre de « rentier », « propriétaire » ou mieux, « sans profession »? Une fortune de dix millions placée en valeurs « sûres » lui donnent dans les quatre cent mille francs de revenus. Le fisc en prenant environ la moitié, ce qui reste permet, en France par exemple, à peu près le standing d'un ouvrier qualifié.

Est-ce à dire que nous soyons arrivés au nivellement des conditions de vie? bien loin de là. Jamais certaines inégalités ne furent aussi criantes. Jamais un bon repas de restaurant n'a coûté à Paris, ce qu'un ouvrier y gagne en trois jours, et à Rome, ce qu'il y gagne en une semaine. Mais qui ne sait que tout cela est la conséquence d'une situation confuse, troublée et transitoire, entre un capitalisme libéral désaxé et un étatisme fort diligent pour fixer les salaires mais totalement incapable de fixer les prix et de stabiliser l'économie. La fraude est devenue la règle, le marché noir une habitude et souvent une nécessité, l'or et les monnaies ont un cours officiel et un cours réel tout aussi officiel, le mercanti et le trafiquant nagent et s'engraissent dans les eaux troubles de l'économie dirigée. Au point que l'on peut dire, du capitalisme libéral, qu'il ne subsiste que dans la mesure où il parvient à tromper l'Etat.

Et pourtant, malgré qu'il soit ainsi bafoué, l'étatisme progresse inéluctablement vers son but totalitaire. Déjà il se pose en arbitre souverain des conflits sociaux; alors même que patrons et ouvriers sont d'accord, il lui arrive d'opposer son veto à une hausse des salaires; il interdit à des travailleurs de changer de métier ou même simplement de patron, enfin il se propose froidement de recenser même les femmes en se réservant de les mettre pratiquement au travail forcé dans les conditions qui lui conviendront (projet du gouvernement anglais).

Ah certes, il est loin déjà le temps où l'Etat donnait, aux « bons citoyens », l'impression d'être un protecteur et un serviteur; il donnerait plutôt aujourd'hui, à la plupart, la sensation qu'é-

prouve le mouton vis-à-vis du chien de garde ou le lapin vis-à-vis du chasseur.

Contre ces menaces, les uns et les autres en arrivent à protester et à vouloir réagir. Mais l'Etat profite largement de la confusion qui régna toujours à son sujet; et il est bien vrai que, plus que jamais, il est malaisé de définir, aux yeux des masses, en quoi consiste l'Etat, ou mieux, **qui est l'Etat?** Puisqu'on nous demandera d'être bref, clair et précis, donnons donc encore des faits et des chiffres.

Les députés belges viennent de s'octroyer 180.000 francs par an **exempts d'impôts** (alors que l'exercice d'un mandat parlementaire n'est pas une profession exclusive et que ce salaire n'est qu'une « indemnité »!). A côté de ces représentants du peuple gravitent alors une foule de personnages de moindre importance. Directeurs, attachés, etc... dont les salaires sont plus modestes mais dont le nombre grossit constamment. D'autant qu'à côté des ministères, qui sont pourtant passé de 7 ou 8 à 15 ou 20, ont surgi quantité d'organismes « para-stataux » très prospères. Tout ce monde, en plus d'appointements rondelets jouit d'avantages indirects de tous genres et de la perspective d'une pension qui les dispense de pratiquer l'économie.

Loin de nous de chercher des querelles personnelles à des gens parfois fort capables et fort actifs, mais il reste que le nombre de ceux qui vivent dans les hautes sphères de l'Etat, et y vivent relativement fort bien, augmente sans cesse. Quant aux petits fonctionnaires, si l'Etat est pour eux un patron avare et sordide et s'ils méritent notre commisération, cela n'empêche pas leur activité d'être, la moitié du temps, parasitaire.

Tout ceci n'est pourtant que secondaire. Le grand danger de l'Etatisme n'est pas l'extension de son parasitisme, mais l'extension de son pouvoir; or, celui-ci dépasse largement le cadre des bureaux ministériels. Il n'est pas un organisme ayant un caractère économique ou social — jusqu'aux associations artistiques ou sportives — dans lesquelles l'Etat n'intervienne insidieusement ou avec autorité. Bientôt les représentants de ces organismes privés deviennent « officieux », gravitent dans l'orbite « officielle » et perdent pratiquement le plus clair de leur indépendance.

C'est devant cette évolution qu'il n'est pas étonnant de voir nombre de bourgeois grands et petits, qui jadis vitupéraient l'Etat, rêver maintenant de s'y intégrer. L'industriel contingenté et tracassé de cent manières, le commerçant qui devrait vendre avec 25 p. c. de marge bénéficiaire quand il a 20 p. c. de frais généraux, qui viole évidemment la loi et vit dans la phobie du contrôleur! Tous ces gens dont les affaires sont aléatoires et dont l'avenir n'offre aucune garantie, se prennent à rêver d'une « bonne place stable à l'Etat ». Nous songeons ainsi à ce notaire ayant le souci d'une grosse étude, obligé de comptabiliser ses honoraires jusqu'aux derniers centimes et que le fisc traitait en conséquence. Quoique bon libéral il en venait à souhaiter que le notariat fut purement et simplement étatisé.

Quant à ceux qui sont déjà dans la place, ils ne songent évidemment qu'à un Etatisme renforcé qui traiterait mieux encore ses serviteurs. Et nous songeons ici à ce colonel qui remarquait avec une compréhensible admiration qu'un colonel russe était infiniment mieux payé que ses confrères des nations capitalistes et libérales.

✦

Eh oui! la roue de l'histoire ne cesse de tourner.

On connait la savoureuse anecdote qui se situe précisément lors de l'avènement de la bourgeoisie.

Quand Bonaparte installa sa cour, tous ces parvenus se pressaient dans les salons qu'avaient peuplé les courtisans de la royauté. C'est alors qu'une ancienne blanchisseuse devenue dame d'honneur déclara, en se calant dans une bergère: « Alors! c'est nous maintenant qu'on est les princesses... »

Aujourd'hui, après une brillante odyssée, le régime instauré par cette bourgeoisie connaît son déclin; l'Etat est de moins en moins au service de cette classe, il est devenu assez fort pour se servir lui-même et pour asseoir **son aristocratie fonctionnariste.**

La nouvelle tyrannie et le nouveau combat

Il apparait donc bien que, soit par des révolutions brutales, soit par les voies plus lentes de la légalité, l'Etatisme vise à instaurer son propre système d'oppression et d'exploitation; à l'ancienne lutte de classe bourgoisie-prolétariat, il substitue une opposition de castes et de classes plus catégorique et plus impitoyable encore. Tandis que la bourgoisie libérale exploitait la collectivité dans le simple but de s'enrichir et n'avait pour tout idéal qu'un vague progressisme matérialiste; l'Etatisme fait de l'Etat un mythe tout puissant et absolu, c'est-à-dire, une nouvelle **totalité.** Or, pour imposer un régime aussi essentiellement autoritaire, il faut, de toute évidence, un appareil dirigeant et coercitif aussi puissant qu'étendu. C'est pourquoi, aux anciens rapports de classes, l'Etat superpose et substitue sa hiérarchie.

Au sommet, les Furher, Caudillo, Duce, ou autres « Père du Peuple », entourés des grands dirigeants politiques qui forment la caste disposant des pouvoirs suprêmes et de l'autorité supérieure. Vient ensuite une cascade de pouvoirs allant des diplo-

mates, des chefs de l'armée et de la police jusqu'aux simples agents d'exécution. Enfin, tout en dessous, la grande masse des travailleurs du rang dont tous les droits se limitent à travailler dur, à obéir et à se taire.

Selon les thuriféraires de tels régimes, il est vrai, cette hiérarchie aurait le mérite et les capacités comme bases et le bien commun comme but. Il pourrait effectivement arriver que dans l'Etatisme totalitaire, les hautes fonctions récompensent le grand mérite, mais il est certain qu'elles récompenseraient plus souvent l'ambition, l'intrigue, le manque de scrupules et, surtout, la servilité, et il est en tout cas hors de doute que quiconque ferait preuve, à l'égard de la vérité d'Etat, d'opposition ou seulement de tièdeur, n'aurait rien à attendre sinon le pire.

Enfin une vue idéale de l'étatisme n'est soutenable que pour une brève période. En vertu d'une loi naturelle et très humaine, les privilégiés du régime n'auront pas de but plus clair que de conserver et de consolider leurs privilèges; rapidement ils constitueront des castes, autant que possible héréditaires et jouissant d'avantages d'autant plus substantiels qu'ils se les octroieront eux-mêmes. Espérer, d'autre part, que ces hommes, qui disposeraient de tous les pouvoirs, se priveraient bénévolement d'en user et d'en abuser, c'est montrer que l'on ignore tout de la psychose autoritaire. Soyons, au contraire, assurés que, si aucune réaction assez puissante ne s'y oppose, l'étatisme restera fidèle à lui-même et tendra toujours à plus d'autorité, plus d'oppression, plus d'absolu.

On nous dira peut-être aussi, suprême argument et suprême erreur, que s'il est bien vrai que l'étatisme comporte de pénibles inconvénients, il n'en est pas moins un régime dont l'intérêt personnel n'est plus le moteur et dont l'accumulation égoïste du profit est exclue. Que si l'Etat a ses profiteurs, son intérêt sera tout de même l'intérêt de tous et qu'ainsi l'étatisme reste, malgré tout, une forme de socialisme. Argumentation sophistique s'il en fut. Rappelons donc que l'Etat possède et poursuit son but en soi sans aucun souci du bien-être matériel ou spirituel des citoyens; ceux-ci ne sont pour lui qu'un matériel humain propre à édifier sa grandeur et à réaliser sa « mission historique ». La dite mission historique étant renouvelable et interchangeable peut donc parfaitement exiger que les dits citoyens vivent et meurent misérablement avec une parfaite soumission et un perpétuel enthousiasme. Quant à la nature de ces missions historiques? nous savons qu'on ne sera jamais en peine d'en trouver.

Il arriva aux Pharaons d'épuiser littéralement leur peuple par leur folie de bâtisseurs. Sans doute les dictateurs n'auront-ils plus la manie des pyramides et des temples, mais la passion du progrès technique, la soif de puissance, l'impérialisme idéologique et autres ambitions ne sont certes pas moins dangereuses ni moins impitoyables.

✦

Ainsi l'image de l'Etatisme triomphant a de quoi faire frémir quiconque reste fidèle aux valeurs humaines et civilisatrices. La barbarie étatiste serait incontestablement plus effroyable que celle des premiers âges; cette dernière était l'effet d'un primitivisme naturel, tandis que celle qui nous menace serait une barbarie savamment organisée et scientifiquement dirigée. Il est cependant non moins certain qu'en provoquant une décadence vertigineuse de la culture et de la morale, l'étatisme totalitaire connaîtrait lui aussi, et sans tarder, une évolution catastrophique vers la guerre permanente et le chaos social.

Devant ce danger, et quelque soit leur tendance, les socialistes devraient tout au moins avoir le courage de rompre avec un traditionnalisme qui les aveugle. La lutte contre l'étatisme exige premièrement de considérer en réaliste cette vue idéale du messianisme prolétarien. Que le prolétariat ait des intérêts propres et généraux, et que, tout naturellement, il tende à améliorer son sort, qui pourrait le nier? Mais reconnaissons l'erreur qui consista à systématiser ces données jusqu'à faire du prolétaire un automate historique en oubliant qu'il est un homme, c'est-à-dire un être vivant, mouvant, divers, complexe et mystérieux soumis à toutes les faiblesses et à toutes les passions, capable enfin, du meilleur et du pire.

Si l'on veut pourtant, résumer d'un seul mot le but que poursuivit tant bien que mal l'ensemble du mouvement prolétarien, on trouve: l'**Egalité,** la réalisation de cette société égalitaire auquel le socialisme limita si étroitement son idéal qu'il en oublia la **liberté.** On oublia, qu'en réalité, l'égalité ne peut se réaliser que dans la liberté et par la liberté. Que si le prolétariat ne construit pas sa liberté parallèlement à l'égalité il sera fatalement mené vers les geôles de l'Etatisme et qu'il ne sera, en définitive, qu'un esclave qui change de maître. Malgré que l'éducation politico-sociale que leur ont donné leurs chefs ait mal préparé les prolétaires à réagir, il semble pourtant que les plus évolués d'entr'eux comprennent ce qui les menace.

Que devraient-ils faire pour que leur réaction fut efficace? Question qui soulève tout le problème de l'action prolétarienne et qui nous pousserait aisément vers la stratégie en chambre! Nous en dirons donc simplement que la première chose que le mouvement prolétarien ait à faire, est de reprendre sa complète indépendance. Qu'il redevienne lui-même en échappant, sans tarder, à l'emprise des organisations traditionnelles tant politiques que syndicales engagées profondément dans un processus d'étatisation.

Ce qui signifie que dans le domaine de l'action libératrice, le prolétariat doit repartir à zéro; reprendre la lutte contre le capitalisme libéral décadent et contre l'étatisme qui s'empare de sa succession. A ces deux formes d'oppression et d'exploitation le prolétariat doit substituer **son** régime, celui d'une libre association et d'une organisation des travailleurs, c'est-à-dire du seul socialisme digne de ce nom: du socialisme libertaire.

Dans cette lutte, les travailleurs doivent trouver à leurs côtés ceux qu'un ensemble de capacités et de qualités situe dans l'élite. A ceux-ci, nous ne dirons point davantage pourquoi leur place est là, car nous pensons qu'on ne peut atteindre un échelon supérieur de l'échelle humaine sans avoir compris tout le sens et la valeur de la liberté.

ERNESTAN.

Editeur responsable
Hem Day, 84, Galerie du Commerce, Bruxelles

Imprimerie Belgica
(J. Vantrier) 57, rue Thiéfry, Bruxelles 3

AUX EDITIONS

PENSÉE & ACTION

	Fr. belges
Edouard BELLAMY :	
Parabole du Réservoir d'eau	**2.—**
Elisée RECLUS :	
La Peine de mort	**2.—**
Rudolf ROCKER :	
De l'Autre Rive (Germinal)	**2.—**
RHILLON :	
La Ligne du Progrès et l'Interprétation marxiste	**2.—**
HEM DAY :	
Francisco Ferrer, sa vie, son œuvre	**10.—**
Le Châtiment de Dieu	**5.—**
La Stérilisation et le point de vue anarchiste	**1.—**
Alerte! Voici les Gaz	**5.—**
Hommage à Georges Eckhoud (1854-1927)	**36.—**
B. DE LIGT :	
Mobilisation contre toute guerre (Avant-propos de Hem Day)	**20.—**
Problème de la Guerre civile	**2.—**
C. L. DE LIGT :	
Comment désarmer	**2.—**
ERNESTAN :	
La Fin de la Guerre	**5.—**
La Contre-révolution Etatiste	**5.—**
HAN RYNER :	
Cléricalisme et Liberté. Contre les dogmes (Introduction de Hem Day)	**3.—**
N. BARTOSEK :	
La Stérilisation sexuelle (préface de Hem Day)	**20.—**
XXX :	
La Position de la F. A. I. (Résolution d'un Plenum de la F. A. I.	**1.—**
XXX :	
La C. N. T., le Gouvernement et l'Etat	**1.—**

ADRESSER LES FONDS A **HEM DAY,**
Boite Postale 4 - Bruxelles 9 - Compte Chèques Postaux 7547.56.

Lisez

et faites lire

PENSEE & ACTION

« PENSEE ET ACTION » entend chercher, par-delà tout sectarisme, toute idéologie politique ou dogmatique, les éléments d'une culture authentiquement révolutionnaire, défendre le bien-fondé des revendications essentielles de l'esprit et des hommes!

Belgique : 12 fr. le numéro. Abonnement annuel : 144 fr. belges.
France : 25 fr. » » » 300 fr. français.
Suisse : 1 fr. » » » 12 fr. suisses.